



Dr. Olivier Butrette

À la fin du mois de février 2022, la crise ukrainienne qui a débuté dès 2014 a considérablement évolué. Le 21 février, Moscou reconnaissait l'indépendance des républiques séparatistes prorusse. Puis, le 24 février, nous avons assisté à l'invasion massive par la Russie de ce qu'il restait de l'Ukraine dans une opération que Moscou a appelée « une mission de maintien de la paix » ou encore « une opération spéciale », mais qui est en réalité une véritable guerre d'agression contre un État souverain.

Du fait également de l'appui de l'allié fidèle de Moscou que constitue la Biélorussie, nous nous retrouvons en ce mois de mars 2022 avec, si l'Ukraine venait à être annexée, une nouvelle frontière directe entre les pays de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et la Russie.

En première ligne se retrouvent une fois encore les pays d'Europe centrale et orientale (PECO), qui sont justement les derniers pays à avoir intégré l'OTAN. On rappellera que, après la chute du mur

## Invasion de l'Ukraine : Une redistribution des cartes menant à une nouvelle guerre froide ?

de Berlin en décembre 1989 et la fin de l'URSS fin 1991, la première chose que ces pays devaient faire était de se protéger militairement d'un éventuel retour en puissance de la Russie en adhérant à l'OTAN, et ce avant même d'intégrer l'UE. Ce fut le cas pour la Pologne, la Hongrie et la République tchèque dès 1999. Cette question était cruciale notamment pour la Pologne qui avait tout de même cessé d'exister à trois reprises depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle ainsi que pour les États baltes (qui ont adhéré à l'OTAN en 2004) qui connurent une indépendance éphémère entre 1919 et 1939 et de 1989 jusqu'à aujourd'hui. On observera d'ailleurs que, face à cette nouvelle donne imposée par Moscou, ce sont les pays qui se renforcent le plus sur le plan militaire. Comment leur donner tort alors qu'à l'heure où nous écrivons cet article (début mars 2022) la guerre fait toujours rage en Ukraine ?

Il est difficile de dire comment tout cela va évoluer, mais une chose est certaine : la sécurité des PECO via leur adhésion

à l'OTAN est primordiale. Y renoncer serait prendre le risque de voir ce qui se passe en Ukraine se reproduire sur leur territoire. Le renforcement de l'alliance par l'envoi de troupes dans les trois États baltes, en Pologne et en Roumanie est tout à fait significatif. La France, en privilégiant l'envoi de 250 soldats du 27<sup>e</sup> bataillon de chasseurs alpins vers la Roumanie, fait échos aux anciens liens d'amitié qui unissent ces pays, notamment au temps de la Première Guerre mondiale et de l'Armée du Danube que commanda le général Henri Berthelot. Une épopée encore très présente en Roumanie, très inquiet des conséquences de cette guerre en cours ne serait-ce qu'en raison de la Moldavie voisine qui, comme l'Ukraine, est candidate à une adhésion à l'OTAN et à l'UE.

Les PECO réagissent donc de manière unie contre cette menace qu'ils redoutaient tant depuis la fin de la guerre froide. Toutefois, certains affichent plus de retenue. C'est notamment le cas de la Hongrie de Viktor Orban qui a indi-

qué que Budapest n'envierait pas de matériel militaire en Ukraine, alors que les États baltes et la Pologne qui sont beaucoup plus exposés renforcent de plus en plus leur dispositif défensif au sein de l'alliance. À cet égard, rappelons également que la Pologne partage la plus longue frontière avec l'Ukraine, mais aussi avec la Biélorussie, alliée indéfectible de Moscou. En outre, n'oublions pas la présence cruciale sur la mer Baltique de l'enclave russe de Kaliningrad. Du côté de la Roumanie, il est manifeste qu'il y a une crainte d'une extension du conflit en Moldavie qui, en plus d'être sa voisine, est roumanophone et pro-occidentale, mais qui comporte aussi un État prorusse autoproclamé, la Transnistrie, « protégée » par la présence de la 14<sup>e</sup> armée russe depuis 1995. Là encore, on comprend tous les enjeux dans la région avec une Ukraine qui pourrait désormais être sous le contrôle de Moscou.

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet [www.aujourd'hui.la-turquie.com](http://www.aujourd'hui.la-turquie.com)

## L'OTAN et la guerre

L'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique nord) a été créée en 1949 pour développer et mettre en œuvre les politiques militaires américaines et les stratégies politiques qui en découlent. Si vous jetez un coup d'œil sur le site officiel de l'OTAN, vous constaterez qu'il s'agit d'une alliance que les États membres consultent quotidiennement, notamment sur les questions de sécurité, pour prendre des décisions. Bien que la France soit l'un de ses membres fondateurs, elle quitta le commandement intégré de l'OTAN en 1966, avant de le réintégrer en 2009.

Dans le contexte de la guerre froide et en réaction à la création de l'OTAN, l'Union soviétique et sept autres pays du bloc de l'Est ont signé le Pacte de Varsovie en 1955.<sup>1</sup> Après l'effondrement de l'URSS, ce pacte fut démantelé le 1<sup>er</sup> juillet 1991, tandis que les États-Unis et la Grande-Bretagne avaient promis que l'OTAN ne s'élargirait pas. À cette époque, seize États étaient membres de l'OTAN.<sup>2</sup> Mais, à partir du 12 mars 1999, 14 nouveaux pays ont progressivement intégré l'alliance dominée par Washington.<sup>3</sup> Désormais, trente pays sont membres de l'OTAN.

Posons tout d'abord les choses : je suis contre les va-t-en-guerre, contre la guerre en elle-même et contre l'OTAN. Nous aurions tort d'affirmer que nous assistons à la naissance d'une nouvelle brutalité, à un renouveau néonazi depuis les années 2000. Nous vivons une période où nous sommes libres d'adhérer à toutes sortes de tromperies et de pressions, et de tromper les gens par le biais de la propagande.

Nous en avons fait l'expérience lors de la guerre en Irak. Aujourd'hui, nous le revivons. En 2003, on nous a dit que l'Irak possédait des armes nucléaires

et biologiques. Les chaînes de radio et de télévision, les journaux et les magazines, les sites internet... Tous nous répétaient le message en boucle. Les médias britanniques et américains se faisaient l'écho de ce message à l'unisson, tandis que les photos brandies pour preuve ne provenaient que d'une source. Les mêmes titres, les mêmes phrases et arguments se répétaient inlassablement et invariablement. La plupart y ont cru, quand d'autres étaient pétris de doutes.

Le soir du 27 février, en direct sur CNN Türk, les images de la bande-annonce d'un jeu vidéo se déroulant pendant la Seconde Guerre mondiale ont été diffusées sous le nom de « Kyiv ». Des recherches ultérieures ont permis de découvrir que l'image utilisée et datée du 16 janvier avait été tirée d'une page Twitter appelée Warchillect. Il existe de nombreuses fausses informations comme celle-ci. À l'origine, une information provient d'une source. Puis, des centaines de chaînes de télévision et de radios ainsi que de nombreux journaux et des milliers de sites internet la reprennent. Par la suite, des millions d'individus qui ont pris connaissance de cette information la prennent au mot, la répètent comme un perroquet et la diffusent sans prendre le temps de la vérifier. Lorsque vous n'en faites pas de même ou que vous répondez avec un léger sourire, vous êtes presque considéré comme un ennemi de l'humanité. Depuis la dernière semaine de février, j'ai reçu des e-mails d'au moins dix universitaires respectés qui me demandaient de publier leurs articles sur ce sujet. Ce sont des professeurs issus des universités les plus prestigieuses de France telles que la « Grande École », Sciences Po, etc.

À quoi bon le maintien de l'OTAN ? Pourquoi essaie-t-elle constamment de s'étendre et surtout d'encercler la Russie ? Il faut réfléchir un peu. Les « tentatives de démocratisation » entreprises par les États-Unis en Afghanistan, en Irak, en Syrie, en Libye et auparavant en Corée, au Vietnam et à Cuba avec le soutien et l'aide de l'UE ne sont pas oubliées. Il me semble d'ailleurs qu'elles ne le seront jamais !

Par ailleurs, il est intéressant de constater que l'Ukraine n'a toujours pas retrouvé le revenu national qu'elle avait au début des années 1990 lorsqu'elle a obtenu son indépendance.<sup>4</sup>

Soit dit en passant, il y a un autre élément que nous ne devons pas oublier. Il s'agit des quatre premiers pays et du nombre de soldats qui ont occupé l'Irak lors de l'opération dite « Liberté irakienne », organisée par Washington en 2003.

- Grande-Bretagne : 11 mille soldats
- Italie : 2,754 mille soldats
- Pologne : 2,500 mille soldats
- Ukraine 1650 soldats.<sup>5</sup>

Soit dit en passant, il convient de noter que, à cette époque, personne ne songeait à protester en bannissant les œuvres de Mark Twain, d'Ernest Hemingway, d'Edgar Allan Poe, de Stephen King, d'Arthur Miller, de Dan Brown ou les films d'Hollywood. De nos jours, des écrivains et des compositeurs russes qui ont vécu il y a au moins 100 ans comme Tolstoï, l'auteur de « Guerre et Paix », Dostoïevski, l'auteur de « Crime et Châtiment », Gogol, Tchekhov, Tchaïkovski, ainsi que de nombreux autres artistes contemporains, dont des chefs d'orchestre, sont censurés. Pour autant que je sache, ils n'étaient ou ne sont ni des oligarques ni des partisans de l'administration russe actuelle.



Désormais, il est interdit à la Russie de participer à des compétitions sportives ainsi qu'à des activités et à des événements artistiques sur la scène internationale. La liste est très longue. La Russie a été bannie de l'Eurovision, de la Biennale de Venise, de l'Académie européenne du cinéma, du Festival de Cannes, de la Ligue des champions ; bref, de toutes les compétitions et représentations internationales. Si ma mémoire est bonne, après l'invasion qui a tué 1 million de civils en Irak en 2003, les États-Unis et les pays qui les ont soutenus activement n'ont pas été exclus de tous ces événements internationaux.

Aujourd'hui, nous recherchons avec détresse deux dirigeants : Angela Merkel qui, avec ses péchés et ses vertus, s'est toujours tenue debout, et Jacques Chirac qui a rejeté la guerre lors de son fameux discours du 10 mars 2003. Alors que les textes sur lesquels est écrit « Non à la guerre ! » fleurissent, souvenons-nous de l'homme qui a eu le courage de dire, en France, qu'il était possible de ne pas suivre la politique guerrière des États-Unis.

1- Albanie, Bulgarie, Tchécoslovaquie, Allemagne de l'Est, Hongrie, Pologne, Roumanie et URSS.  
2- Belgique, Canada, Danemark, France, Islande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Royaume-Uni et États-Unis.

3- Grèce, Turquie, Allemagne, Espagne, République tchèque, Hongrie, Pologne, Bulgarie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Albanie, Croatie, Monténégro et Macédoine du Nord.

4- Mehmet Ali Güler, Cumhuriyet, 5 mars 2022.

5- Mustafa Balbay, ibid, 8 Mart 2022.